
PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES

JMG/AG

ARRETE

n° **990386** du **- 2 MARS 1999** portant
**prescriptions complémentaires à la Société GAZ DE FRANCE en vue de la
remise en état du site de l'ancienne usine à gaz, située 2 rue de l'III à ILLZACH**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU** les arrêtés préfectoraux des 14 septembre 1960, 30 avril 1963, 9 décembre 1963 et 29 mars 1965 par lesquels la Société Mulhousienne du Gaz 19 rue de l'Arc à MULHOUSE a été autorisée à exploiter, à ILLZACH un dépôt de gaz combustibles liquéfiés de 910 000 kg dans l'enceinte de l'usine à gaz ;
- VU** le courrier de la Société GAZ DE FRANCE en date du 22 avril 1998 adressé au Ministère de l'Environnement sollicitant l'inscription du site de l'ancienne usine à gaz située 2 rue de l'III à ILLZACH en tant que site de classe 2, au protocole d'accord en date du 25 mai 1996 entre le Ministère de l'Environnement et GAZ DE FRANCE relatif à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usine à gaz ;
- VU** le rapport établi en juin 1998 à la demande de la Société GAZ DE FRANCE et relatif au diagnostic approfondi de l'ancienne usine à gaz située 2 rue de l'III à ILLZACH ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 22 décembre 1998 ;
- VU** l'avis du 4 février 1999 du Conseil Départemental d'Hygiène ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

II

CONSIDERANT qu'il a été mis en évidence, sur le site de l'ancienne usine à gaz, située 2 rue de l'III à ILLZACH, une zone de déchets industriels et terres polluées, conséquence de l'exploitation de l'usine susvisée,

CONSIDERANT que la Société Gaz de France ayant repris en totalité le capital de la Société Mulhousienne du Gaz, elle-même issue de la Compagnie du Gaz de Mulhouse, ancien exploitant, doit être considérée comme responsable du traitement des déchets et terres polluées visés au considérant précédent sans préjudice de la responsabilité au sens du Code Civil et conformément au protocole précité,

CONSIDERANT que la présence de ces déchets et terres polluées, est susceptible de présenter un potentiel important de pollution des eaux souterraines,

☐ **CONSIDERANT** que les contrôles de la qualité des eaux souterraines réalisés en juin 1997 et avril 1998, mettent en évidence une contamination de la nappe phréatique en aval hydraulique du site de l'ancienne usine à gaz.

CONSIDERANT que le site est dans un état tel qu'il peut se manifester des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 susvisée.

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions visant à assurer le traitement des zones polluées mises en évidence à l'occasion des investigations menées sur le site dans le cadre du diagnostic approfondi.

CONSIDERANT que des travaux complémentaires de reconnaissance des terrains sont rendus nécessaires en vue de connaître l'état du sol et du sous-sol sur les parties du site déterminées par le diagnostic approfondi,

☐ **SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

.../...

III

ARRETE

ARTICLE 1ER

La Sté GAZ DE FRANCE est tenue de se conformer aux prescriptions des articles suivants qui s'appliquent au site de l'ancienne usine à gaz, située 2 rue de l'Ill à ILLZACH, anciennement exploitée par la Société Mulhousienne de Gaz, elle-même issue de la COMPAGNIE DU GAZ DE MULHOUSE.

ARTICLE 2 - ETUDE HYDROGEOLOGIQUE

La Sté GAZ de FRANCE remettra à l'inspecteur des installations classées, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude hydrogéologique qui devra définir :

- > les caractéristiques de la nappe phréatique (profondeur, sens, vitesse d'écoulement...) à l'amont, au droit et à l'aval hydrauliques du site de l'ancienne usine à gaz.
- > l'emplacement, le nombre et les caractéristiques des puits de contrôle des eaux souterraines supplémentaires à implanter en amont et en aval hydrauliques du site. Si de tels puits existent, ils pourront être utilisés. Ces puits devront permettre de déterminer l'étendue spatiale de la pollution de la nappe phréatique induite par le site de l'ancienne usine à gaz.

La détermination des paramètres d'analyses sera soumise à l'accord de l'inspecteur des installations classées. Les analyses seront effectuées par un laboratoire qualifié, à fréquence semestrielle, en période de hautes et basses eaux.

Les résultats d'analyses seront communiqués dès réception à l'inspecteur des installations classées.

.../...

ARTICLE 3 . – ETUDE DES RISQUES

La Sté GAZ DE FRANCE remettra à l'inspecteur des installations classées, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude des risques présentés par le site du point de vue environnemental. Celle-ci comportera en particulier les résultats des analyses des eaux souterraines visées à l'article 2 ci-dessus et définira les solutions techniques de traitement des terrains et les objectifs de dépollution adaptés à l'usage ultérieur des ceux-ci. Ces solutions techniques de traitement comporteront en tant que de besoin :

- l'enlèvement et l'élimination des matériaux les plus contaminés.
- le pompage de la nappe phréatique en aval hydraulique du site.
- le contrôle des eaux souterraines en aval hydraulique du site.
- le maintien dans le patrimoine de Gaz de France du site dans le cas où un traitement par confinement est opéré et la réalisation des mesures de surveillance du confinement si cela s'avère nécessaire. Dans ce cas, la Sté GAZ de FRANCE s'engage à produire annuellement un état faisant mention des deux points précités.

ARTICLE 4

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie d'ILLZACH et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

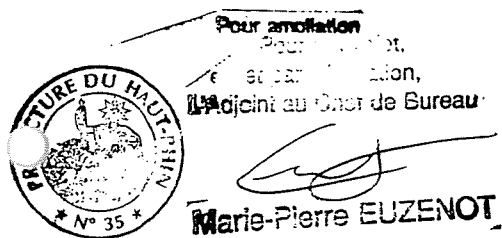
Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie d'ILLZACH pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le

- 2 Mars 1981

Le Préfet,



Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général

Olivier LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.